

Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau¹

Conclue à Ramsar le 2 février 1971

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 19 juin 1975²

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 16 janvier 1976

Entrée en vigueur pour la Suisse le 16 mai 1976

(Etat le 11 août 2010)

Les Parties contractantes,

Reconnaissant l'interdépendance de l'homme et de son environnement,

considérant les fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulateurs du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques et, particulièrement, des oiseaux d'eau,

convaincues que les zones humides constituent une ressource de grande valeur économique, culturelle, scientifique et récréative, dont la disparition serait irréparable,

désireuses d'enrayer, à présent et dans l'avenir, les empiètements progressifs sur ces zones humides et la disparition de ces zones,

reconnaissant que les oiseaux d'eau, dans leurs migrations saisonnières, peuvent traverser les frontières et doivent, par conséquent, être considérés comme une ressource internationale,

persuadées que la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune peut être assurée en conjuguant des politiques nationales à long terme à une action internationale coordonnée,

sont convenues de ce qui suit:

Art. 1

1. Au sens de la présente Convention, les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres.

2. Au sens de la présente Convention, les oiseaux d'eau sont les oiseaux dont l'existence dépend, écologiquement, des zones humides.

RO 1976 1139, 1987 384; FF 1974 II 553

¹ Texte corrigé de la version originale française selon l'art. 3 du prot. du 3 déc. 1982, en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} oct. 1986 (RO 1987 380)

² Art. 1 al. 1 de l'AF du 19 juin 1975 (RO 1095 2221)

Art. 2

1. Chaque Partie contractante devra désigner les zones humides appropriées de son territoire à inclure dans la liste des zones humides d'importance internationale, appelée ci-après «la liste», et qui est tenue par le Bureau institué en vertu de l'art. 8. Les limites de chaque zone humide devront être décrites de façon précise et reportées sur une carte, et elles pourront inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six mètres à marée basse, entourée par la zone humide, particulièrement lorsque ces zones, îles ou étendues d'eau ont de l'importance en tant qu'habitat des oiseaux d'eau.

2. Le choix des zones humides à inscrire sur la liste devrait être fondé sur leur importance internationale au point de vue écologique, botanique, zoologique, limnologique ou hydrologique. Devraient être inscrites, en premier lieu, les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en quelque saison que soit.³

3. L'inscription d'une zone humide sur la liste est faite sans préjudice des droits exclusifs de souveraineté de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve située.

4. Chaque Partie contractante désigne au moins une zone humide à inscrire sur la liste au moment de signer la Convention ou de déposer son instrument de ratification ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'art. 9.

5. Toute Partie contractante a le droit d'ajouter à la liste d'autres zones humides situées sur son territoire, d'étendre celles qui sont déjà inscrites, ou pour des raisons pressantes d'intérêt national, de retirer de la liste ou de réduire l'étendue des zones humides déjà inscrites et, le plus rapidement possible, elle informe de ces modifications l'organisation ou le gouvernement responsable des fonctions du Bureau permanent spécifiées par l'art. 8.

6. Chaque Partie contractante tient compte de ses responsabilités internationales, sur le plan international, pour la conservation, la gestion, et l'utilisation rationnelle des populations migratrices d'oiseaux d'eau, tant lorsqu'elle désigne les zones humides de son territoire à inscrire sur la liste que lorsqu'elle exerce son droit de modifier ses inscriptions.⁴

Art. 3

1. Les Parties contractantes élaborent et appliquent leurs plans d'aménagement de façon à favoriser la conservation des zones humides inscrites sur la liste et, autant que possible, l'utilisation rationnelle des zones humides de leur territoire.

³ Modifications rédactionnelles du texte officiel français, entrées en vigueur le 4 juillet 1990 (RO 2005 1521).

⁴ Modifications rédactionnelles du texte officiel français, entrées en vigueur le 4 juillet 1990 (RO 2005 1521).

2. Chaque Partie contractante prend les dispositions nécessaires pour être informée dès que possible des modifications des caractéristiques écologiques des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la liste, qui se sont produits, ou sont en train ou susceptibles de se produire, par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. Les informations sur de telles modifications seront transmises sans délai à l'organisation ou au gouvernement responsable des fonctions du Bureau permanent spécifiées à l'art. 8.

Art. 4

1. Chaque Partie contractante favorise la conservation des zones humides et des oiseaux d'eau en créant des réserves naturelles dans les zones humides, que celles-ci soient ou non inscrites sur la liste, et pourvoit de façon adéquate à leur surveillance.

2. Lorsqu'une Partie contractante, pour des raisons pressantes d'intérêt national, retire une zone humide inscrite sur la liste ou en réduit l'étendue, elle devrait compenser autant que possible toute perte de ressources en zones humides et, en particulier, elle devrait créer de nouvelles réserves naturelles pour les oiseaux d'eau et pour la protection, dans la même région ou ailleurs, d'une partie convenable de leur habitat antérieur.

3. Les Parties contractantes encouragent la recherche et l'échange de données et de publications relatives aux zones humides, à leur flore et à leur faune.

4. Les Parties contractantes s'efforcent, par leur gestion, d'accroître les populations d'oiseaux d'eau sur les zones humides appropriées.

5. Les Parties contractantes favorisent la formation de personnel compétent pour l'étude, la gestion et la surveillance des zones humides.

Art. 5

Les Parties contractantes se consultent sur l'exécution des obligations découlant de la Convention, particulièrement dans le cas d'une zone humide s'étendant sur les territoires de plus d'une Partie contractante ou lorsqu'un bassin hydrographique est partagé entre plusieurs Parties contractantes.

Elles s'efforcent en même temps de coordonner et de soutenir leurs politiques et réglementations présentes et futures relatives à la conservation des zones humides, de leur flore et de leur faune.

Art. 6

1. Il est institué une Conférence des Parties contractantes pour examiner et promouvoir la mise en application de la présente Convention. Le Bureau dont il est fait mention au par. 1 de l'art. 8 convoque des sessions ordinaires de la Conférence à des intervalles de trois ans au plus, à moins que la Conférence n'en décide autrement, et des sessions extraordinaires lorsque la demande écrite en est faite par au moins un tiers des Parties contractantes. La Conférence des Parties contractantes détermine, à

chacune de ses sessions ordinaires, la date et le lieu de sa prochaine session ordinaire.⁵

2. La Conférence des Parties contractantes aura compétence:⁶

- a) pour discuter de l'application de la Convention,
- b)⁷ pour discuter d'additions et de modifications à la liste,
- c) pour examiner les informations sur les modifications des caractéristiques écologiques des zones humides inscrites dans la liste fournies en exécution du par. 2 de l'art. 3,
- d) pour faire des recommandations, d'ordre général ou particulier, aux Parties contractantes, au sujet de la conservation, de la gestion et de l'utilisation rationnelle des zones humides, de leur flore et de leur faune,
- e) pour demander aux organismes internationaux compétents d'établir des rapports et des statistiques sur les sujets à caractère essentiellement international concernant les zones humides,
- f)⁸ pour adopter d'autres recommandations ou résolutions en vue de promouvoir le fonctionnement de la présente Convention.

3. Les Parties contractantes veillent à ce que les responsables, à tous les niveaux, de la gestion des zones humides soient informés des recommandations de telles conférences relatives à la conservation, à la gestion et à l'utilisation rationnelle des zones humides et de leur flore et de leur faune et veillent à ce que ces recommandations soient prises en considération.⁹

4. La Conférence des Parties contractantes adopte un Règlement intérieur à chacune de ses sessions.¹⁰

5. La Conférence des Parties contractantes établit et examine régulièrement le règlement financier de la présente Convention. A chacune de ses sessions ordinaires, elle adopte le budget pour l'exercice suivant à une majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.¹¹

⁵ Nouvelle teneur selon les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

⁶ Nouvelle teneur selon les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

⁷ Modifications rédactionnelles du texte officiel français, entrées en vigueur le 4 juillet 1990 (RO 2005 1521).

⁸ Introduite par les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

⁹ Modifications rédactionnelles du texte officiel français, entrées en vigueur le 4 juillet 1990 (RO 2005 1521).

¹⁰ Introduit par les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

¹¹ Introduit par les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

6. Chaque Partie contractante contribue à ce budget selon un barème des contributions adopté à l'unanimité des Parties contractantes présentes et votantes à une session ordinaire de la Conférence des Parties contractantes.¹²

Art. 7

1. Les Parties contractantes devraient inclure dans leur représentation à ces conférences des personnes ayant la qualité d'experts pour les zones humides ou les oiseaux d'eau du fait des connaissances et de l'expérience acquises par des fonctions scientifiques, administratives ou par d'autres fonctions appropriées.

2. Chacune des Parties contractantes représentées à une Conférence dispose d'une voix, les recommandations, résolutions et décisions étant adoptées à la majorité simple des Parties contractantes présentes et votantes, à moins que la présente Convention ne prévoit d'autres dispositions.¹³

Art. 8

1. L'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources assure les fonctions du Bureau permanent en vertu de la présente Convention, jusqu'au moment où une autre organisation ou un gouvernement sera désigné par une majorité des deux tiers de toutes les Parties contractantes.

2. Les fonctions du Bureau permanent sont, notamment:

- a) d'aider à convoquer et à organiser les conférences visées à l'art. 6,
- b) de tenir la liste des zones humides d'importance internationale, et recevoir des Parties contractantes les informations prévues par le par. 5 de l'art. 2, sur toutes additions, extensions, suppressions ou diminutions, relatives aux zones humides inscrites sur la liste,
- c) de recevoir des Parties contractantes les informations prévues conformément au par. 2 de l'art. 3 sur toutes modifications des conditions écologiques des zones humides inscrites sur la liste,
- d) de notifier à toutes les Parties contractantes toute modification de la liste, ou tout changement dans les caractéristiques des zones humides inscrites, et prendre les dispositions pour que ces questions soient discutées à la prochaine conférence,
- e) d'informer la Partie contractante intéressée des recommandations des conférences en ce qui concerne les modifications à la liste ou les changements dans les caractéristiques des zones humides inscrites.

¹² Introduit par les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

¹³ Nouvelle teneur selon les Amendements du 28 mai 1987, approuvés par l'Ass. féd. le 16 déc. 1988 et en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} mai 1994 (RO 1995 65 64; FF 1988 II 1).

Art. 9

1. La Convention est ouverte à la signature pour une durée indéterminée.
2. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées, ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou toute Partie au statut de la Cour internationale de justice¹⁴ peut devenir Partie contractante à cette Convention par:
 - a) signature sans réserve de ratification,
 - b) signature sous réserve de ratification, suivie de la ratification,
 - c) adhésion.
3. La ratification ou l'adhésion seront effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après appelée le «Dépositaire»).

Art. 10

1. La Convention entrera en vigueur quatre mois après que sept Etats seront devenus Parties contractantes à la Convention conformément aux dispositions du par. 2 de l'art. 9.
2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur, pour chacune des Parties contractantes, quatre mois après la date de sa signature sans réserve de ratification, ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 10^{bis}¹⁵

1. La présente Convention peut être amendée à une réunion des Parties contractantes convoquée à cet effet en conformité avec le présent article.
2. Des propositions d'amendement peuvent être présentées par toute Partie contractante.
3. Le texte de toute proposition d'amendement et les motifs de cette proposition sont communiqués à l'organisation ou au gouvernement faisant office de bureau permanent au sens de la Convention (appelé(e) ci-après «le Bureau»), et sont communiqués par le Bureau sans délai à toutes les Parties contractantes. Tout commentaire sur le texte émanant d'une Partie contractante est communiqué au Bureau dans les trois mois suivant la date à laquelle les amendements ont été communiqués aux Parties contractantes par le Bureau. Le Bureau, immédiatement après la date limite de présentation des commentaires, communique aux Parties contractantes tous les commentaires reçus à cette date.

¹⁴ RS 0.193.501

¹⁵ Introduit par l'art. 1 du prot. du 3 déc. 1982, en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} oct. 1986 (RO 1987 380).

4. Une réunion des Parties contractantes en vue d'examiner un amendement communiqué en conformité avec le par. 3 est convoquée par le Bureau à la demande écrite d'un tiers du nombre des Parties contractantes. Le Bureau consulte les Parties en ce qui concerne la date et le lieu de la réunion.
5. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.
6. Lorsqu'il a été adopté, un amendement entre en vigueur, pour les Parties contractantes qui l'ont accepté, le premier jour du quatrième mois suivant la date à laquelle deux tiers des Parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire. Pour toute Partie contractante qui dépose un instrument d'acceptation après la date à laquelle deux tiers des Parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation, l'amendement entre en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant la date du dépôt de l'instrument d'acceptation de cette Partie.

Art. 11

1. La Convention restera en vigueur pour une durée indéterminée.
2. Toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention après une période de cinq ans après la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour cette Partie, en en faisant par écrit la notification au Dépositaire. La dénonciation prendra effet quatre mois après le jour où la notification en aura été reçue par le Dépositaire.

Art. 12

1. Le Dépositaire informera aussitôt que possible tous les Etats ayant signé la Convention ou y ayant adhéré:
 - a) des signatures de la Convention,
 - b) des dépôts d'instruments de ratification de la Convention,
 - c) des dépôts d'instruments d'adhésion à la Convention,
 - d) de la date d'entrée en vigueur de la Convention,
 - e) des notifications de dénonciation de la Convention.
2. Lorsque la Convention sera entrée en vigueur, le Dépositaire la fera enregistrer au Secrétariat des Nations Unies conformément à l'art. 102 de la Charte¹⁶.

En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Ramsar le 2 février 1971 en un seul exemplaire original dans les langues anglaise, française, allemande et russe, tous les textes étant également authentiques, lequel exemplaire sera confié au Dépositaire qui en délivrera des copies certifiées conformes à toutes les Parties contractantes.¹⁷

(Suivent les signatures)

¹⁷ Nouvelle teneur selon l'art. 2 du prot. du 3 déc. 1982, en vigueur pour la Suisse depuis le 1^{er} oct. 1986 (RO **1987** 380).

Champ d'application le 11 août 2010¹⁸

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si) | | Entrée en vigueur | |
|------------------------|--|---------|-------------------------|------|
| Afrique du Sud | 12 mars | 1975 Si | 21 décembre | 1975 |
| Albanie | 31 octobre | 1995 A | 29 février | 1996 |
| Algérie | 4 novembre | 1983 A | 4 mars | 1984 |
| Allemagne* | 25 février | 1976 | 25 juin | 1976 |
| Antigua-et-Barbuda | 2 juin | 2005 A | 2 octobre | 2005 |
| Argentine | 4 mai | 1992 | 4 septembre | 1992 |
| Arménie | 6 juillet | 1993 A | 6 novembre | 1993 |
| Australie | 8 mai | 1974 Si | 21 décembre | 1975 |
| Autriche | 16 décembre | 1982 A | 16 avril | 1983 |
| Azerbaïdjan | 21 mai | 2001 A | 21 septembre | 2001 |
| Bahreïn | 27 octobre | 1997 A | 27 février | 1998 |
| Bangladesh | 21 mai | 1992 A | 21 septembre | 1992 |
| Barbade | 12 décembre | 2005 A | 12 avril | 2006 |
| Bélarus | 10 septembre | 1999 S | 21 décembre | 1991 |
| Belgique* | 4 mars | 1986 | 4 juillet | 1986 |
| Belize | 22 avril | 1998 A | 22 août | 1998 |
| Bénin | 24 janvier | 2000 A | 24 mai | 2000 |
| Bolivie | 27 juin | 1990 A | 27 octobre | 1990 |
| Bosnie et Herzégovine | 24 septembre | 2001 S | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Bésil | 24 mai | 1993 A | 24 septembre | 1993 |
| Bulgarie* | 24 septembre | 1975 Si | 24 janvier | 1976 |
| Burkina Faso | 27 juin | 1990 A | 27 octobre | 1990 |
| Burundi | 5 juin | 2002 A | 5 octobre | 2002 |
| Cambodge | 23 juin | 1999 A | 23 octobre | 1999 |
| Cameroun | 20 mars | 2006 A | 20 juillet | 2006 |
| Canada | 15 janvier | 1981 A | 15 mai | 1981 |
| Cap-Vert | 18 juillet | 2005 A | 18 novembre | 2005 |
| Chili | 27 juillet | 1981 A | 27 novembre | 1981 |
| Chine | 31 mars | 1992 A | 31 juillet | 1992 |
| Hong Kong ^a | 9 juin | 1997 | 1 ^{er} juillet | 1997 |
| Chypre | 11 juillet | 2001 A | 11 novembre | 2001 |
| Colombie | 18 juin | 1998 A | 18 octobre | 1998 |
| Comores | 9 février | 1995 A | 9 juin | 1995 |
| Congo (Brazzaville) | 18 juin | 1998 A | 18 octobre | 1998 |

¹⁸ RO 1976 1145, 1978 306, 1981 460, 1983 142, 1984 1064, 1985 1602, 1987 1007, 1989 184, 1990 1192, 1991 968, 2004 3243, 2005 1521, 2006 4251, 2008 2173 et 2010 3635.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.dfae.admin.ch/traites>).

| Etats parties | Ratification | | Entrée en vigueur | |
|---------------------|--------------------------|-------------------------------|-------------------------|------|
| | Adhésion (A) | Déclaration de succession (S) | | |
| Congo (Kinshasa) | 18 janvier | 1996 A | 18 mai | 1996 |
| Corée (Sud) | 28 mars | 1997 A | 28 juillet | 1997 |
| Costa Rica | 27 décembre | 1991 | 27 avril | 1992 |
| Côte d'Ivoire | 27 février | 1996 A | 27 juin | 1996 |
| Croatie | 19 novembre | 1992 S | 8 octobre | 1991 |
| Cuba | 12 avril | 2001 | 12 août | 2001 |
| Danemark* | 2 septembre | 1977 A | 2 janvier | 1978 |
| Djibouti | 22 novembre | 2002 A | 22 mars | 2003 |
| Egypte | 9 septembre | 1988 | 9 janvier | 1989 |
| El Salvador | 22 janvier | 1999 | 22 mai | 1999 |
| Emirats arabes unis | 29 août | 2007 A | 29 décembre | 2007 |
| Equateur | 7 septembre | 1990 A | 7 janvier | 1991 |
| Espagne | 4 mai | 1982 A | 4 septembre | 1982 |
| Estonie | 29 mars | 1994 | 29 juillet | 1994 |
| Etats-Unis | 18 décembre | 1986 | 18 décembre | 1986 |
| Fidji | 11 avril | 2006 A | 11 août | 2006 |
| Finlande | 28 mai | 1974 | 21 décembre | 1975 |
| France | 1 ^{er} décembre | 1986 | 1 ^{er} avril | 1987 |
| Gabon | 30 décembre | 1986 Si | 30 avril | 1987 |
| Gambie | 16 septembre | 1996 | 16 janvier | 1997 |
| Géorgie | 7 février | 1997 A | 7 juin | 1997 |
| Ghana | 22 février | 1988 A | 22 juin | 1988 |
| Grèce | 21 août | 1975 A | 21 décembre | 1975 |
| Guatemala | 26 juin | 1990 A | 26 octobre | 1990 |
| Guinée | 18 novembre | 1992 A | 18 mars | 1993 |
| Guinée équatoriale | 2 juin | 2003 A | 2 octobre | 2003 |
| Guinée-Bissau | 14 mai | 1990 A | 14 septembre | 1990 |
| Honduras | 23 juin | 1993 A | 23 octobre | 1993 |
| Hongrie* | 11 avril | 1979 A | 11 août | 1979 |
| Iles Marshall | 13 juillet | 2004 A | 13 novembre | 2004 |
| Inde | 1 ^{er} octobre | 1981 A | 1 ^{er} février | 1982 |
| Indonésie | 8 avril | 1992 A | 8 août | 1992 |
| Iran | 23 juin | 1975 | 21 décembre | 1975 |
| Iraq | 17 octobre | 2007 A | 17 février | 2008 |
| Irlande | 15 novembre | 1984 | 15 mars | 1985 |
| Islande | 2 décembre | 1977 A | 2 avril | 1978 |
| Israël | 12 novembre | 1996 | 12 mars | 1997 |
| Italie | 14 décembre | 1976 | 14 avril | 1977 |
| Jamaïque | 7 octobre | 1997 A | 7 février | 1998 |
| Japon | 17 juin | 1980 A | 17 octobre | 1980 |
| Jordanie | 10 janvier | 1977 A | 10 mai | 1977 |
| Kazakhstan | 2 janvier | 2007 A | 2 mai | 2007 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si) | | Entrée en vigueur | |
|---------------------------|--|---------|--------------------------|------|
| Kenya | 5 juin | 1990 A | 5 octobre | 1990 |
| Kirghizistan | 12 novembre | 2002 A | 12 mars | 2003 |
| Lesotho | 1 ^{er} juillet | 2004 A | 1 ^{er} novembre | 2004 |
| Lettonie | 25 juillet | 1995 A | 25 novembre | 1995 |
| Liban | 16 avril | 1999 A | 16 août | 1999 |
| Libéria | 2 juillet | 2003 A | 2 novembre | 2003 |
| Libye | 5 avril | 2000 A | 5 août | 2000 |
| Liechtenstein | 6 août | 1991 A | 6 décembre | 1991 |
| Lituanie | 20 août | 1993 A | 20 décembre | 1993 |
| Luxembourg | 15 avril | 1998 | 15 août | 1998 |
| Macédoine | 4 avril | 1995 S | 17 septembre | 1991 |
| Madagascar | 25 septembre | 1998 A | 25 janvier | 1999 |
| Malaisie | 10 novembre | 1994 | 10 mars | 1995 |
| Malawi | 14 novembre | 1996 A | 14 mars | 1997 |
| Mali | 25 mai | 1987 A | 25 septembre | 1987 |
| Malte | 30 septembre | 1988 A | 30 septembre | 1988 |
| Maroc | 20 juin | 1980 Si | 20 octobre | 1980 |
| Maurice | 30 mai | 2001 | 30 septembre | 2001 |
| Mauritanie | 22 octobre | 1982 A | 22 février | 1983 |
| Mexique | 4 juillet | 1986 A | 4 novembre | 1986 |
| Moldova | 20 juin | 2000 A | 20 octobre | 2000 |
| Monaco | 20 août | 1997 | 20 décembre | 1997 |
| Mongolie | 8 décembre | 1997 A | 8 avril | 1998 |
| Monténégro | 26 avril | 2007 S | 3 juin | 2006 |
| Mozambique | 3 août | 2004 A | 3 décembre | 2004 |
| Myanmar | 17 novembre | 2004 A | 17 mars | 2005 |
| Namibie | 23 août | 1995 A | 23 décembre | 1995 |
| Népal | 17 décembre | 1987 A | 17 avril | 1988 |
| Nicaragua | 30 juillet | 1997 A | 30 novembre | 1997 |
| Niger | 30 avril | 1987 Si | 30 août | 1987 |
| Nigéria | 2 octobre | 2000 A | 2 février | 2001 |
| Norvège | 9 juillet | 1974 Si | 21 décembre | 1975 |
| Nouvelle-Zélande | 13 août | 1976 Si | 13 décembre | 1976 |
| Iles Cook | 13 août | 1976 Si | 13 décembre | 1976 |
| Nioué | 13 août | 1976 Si | 13 décembre | 1976 |
| Tokelau | 13 août | 1976 Si | 13 décembre | 1976 |
| Ouganda | 4 mars | 1988 | 4 juillet | 1988 |
| Ouzbékistan | 8 octobre | 2001 A | 8 février | 2002 |
| Pakistan | 23 juillet | 1976 | 23 novembre | 1976 |
| Palaos | 18 octobre | 2002 A | 18 février | 2003 |
| Panama | 26 novembre | 1990 A | 26 novembre | 1990 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 16 mars | 1993 A | 16 juillet | 1993 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si) | | Entrée en vigueur | |
|---|--|--------|-------------------------|------|
| Paraguay | 7 juin | 1995 | 7 octobre | 1995 |
| Pays-Bas | 23 mai | 1980 | 23 septembre | 1980 |
| Antilles néerlandaises | 23 mai | 1980 | 23 septembre | 1980 |
| Aruba | 1 ^{er} janvier | 1986 | 1 ^{er} janvier | 1986 |
| Pérou | 30 mars | 1992 | 30 mars | 1992 |
| Philippines | 8 juillet | 1994 A | 8 novembre | 1994 |
| Pologne | 22 novembre | 1977 A | 22 mars | 1978 |
| Portugal | 24 novembre | 1980 | 24 mars | 1981 |
| République centrafricaine | 5 octobre | 2005 A | 5 avril | 2006 |
| République dominicaine | 15 mai | 2002 A | 15 septembre | 2002 |
| République tchèque | 26 mars | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Roumanie | 21 mai | 1991 A | 21 septembre | 1991 |
| Royaume-Uni | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Akrotiri et Dhekelia | 28 juin | 2002 A | 28 octobre | 2002 |
| Anguilla | 15 février | 1991 | 15 juin | 1991 |
| Bermudes | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Gibraltar | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Guernesey | 8 septembre | 1998 | 8 janvier | 1999 |
| Ile de Man | 1 ^{er} juin | 1992 | 1 ^{er} octobre | 1992 |
| Iles Cayman | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Iles Falkland et dépendances (Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud) | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Iles Pitcairn (Ducie, Oeno, Henderson et Pitcairn) | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Iles Turques et Caïques | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Iles Vierges britanniques | 15 février | 1991 | 15 juin | 1991 |
| Jersey | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Montserrat | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Sainte-Hélène et dépendan- ces (Ascension et Tristan da Cunha) | 5 janvier | 1976 | 5 mai | 1976 |
| Territoire britannique de l'Océan Indien | 8 septembre | 1998 | 8 janvier | 1999 |
| Russie* | 11 octobre | 1976 | 11 février | 1977 |
| Rwanda | 1 ^{er} décembre | 2005 A | 1 ^{er} avril | 2006 |
| Sainte-Lucie | 19 février | 2002 A | 19 juin | 2002 |
| Samoa | 6 octobre | 2004 A | 6 février | 2005 |
| Sao Tomé-et-Principe | 21 août | 2006 A | 21 décembre | 2006 |
| Sénégal | 11 juillet | 1977 A | 11 novembre | 1977 |
| Serbie | 3 juillet | 2001 S | 27 avril | 1992 |
| Seychelles | 22 novembre | 2004 A | 22 mars | 2005 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) Signature sans réserve de ratification (Si) | | Entrée en vigueur | |
|-------------------|--|---------|-------------------------|------|
| Sierra Leone | 13 décembre | 1999 A | 13 avril | 2000 |
| Slovaquie | 31 mars | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Slovénie | 5 novembre | 1992 S | 25 juin | 1991 |
| Soudan | 7 janvier | 2005 A | 7 mai | 2005 |
| Sri Lanka | 15 juin | 1990 A | 15 octobre | 1990 |
| Suède | 5 décembre | 1974 Si | 21 décembre | 1975 |
| Suisse | 16 janvier | 1976 | 16 mai | 1976 |
| Suriname | 22 juillet | 1985 A | 22 novembre | 1985 |
| Syrie | 5 mars | 1998 A | 5 juillet | 1998 |
| Tadjikistan | 18 juillet | 2001 A | 18 novembre | 2001 |
| Tanzanie | 13 avril | 2000 A | 13 août | 2000 |
| Tchad | 13 juin | 1990 A | 13 octobre | 1990 |
| Thaïlande | 13 mai | 1998 Si | 13 septembre | 1998 |
| Togo | 4 juillet | 1995 A | 4 novembre | 1995 |
| Trinité-et-Tobago | 21 décembre | 1992 A | 21 avril | 1993 |
| Tunisie | 24 novembre | 1980 A | 24 mars | 1981 |
| Turkménistan | 3 mars | 2009 A | 3 juillet | 2009 |
| Turquie | 13 juillet | 1994 A | 13 novembre | 1994 |
| Ukraine | 15 juillet | 1997 S | 11 février | 1977 |
| Uruguay | 22 mai | 1984 A | 22 septembre | 1984 |
| Venezuela | 23 novembre | 1988 S | 23 mars | 1989 |
| Vietnam* | 20 septembre | 1988 A | 20 janvier | 1989 |
| Yémen | 8 octobre | 2007 A | 8 février | 2008 |
| Zambie | 28 août | 1991 A | 28 décembre | 1991 |

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de l'UNESCO:

<http://www.unesco.org/new/fr/unesco/>

ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP),
Section des traités internationaux, 3003 Berne

^a Du 10 sept. 1979 au 30 juin 1997, la Convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 1^{er} juillet 1997, la Convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.

